

EN RAISON DU MANQUE DE PLACES EN PRÉSCOLAIRE

Frustration chez les parents et dans les écoles

Le ministère de l'Education nationale risque de revenir sur sa décision concernant la gratuité de l'accès au préscolaire, pour les enfants âgés de 5 ans. Fixé à 1800 DA, les années précédentes, le département de Benbouzid a annoncé, à l'occasion de cette rentrée, l'accès gratuit aux classes préparatoires, dans la perspective de rendre obligatoire dans les années à venir le préscolaire, une fois les moyens nécessaires réunis.

Cependant, selon certaines sources, une circulaire risque de parvenir ces jours-ci au niveau des établissements pour exiger la somme indiquée aux parents.

Si l'objectif n'est nullement d'ordre financier, cette pratique vise à dissuader certains parents d'inscrire leurs bambins et par la même occasion régler le problème de la forte demande exprimée par les parents et que le secteur de l'éducation n'est pas en mesure de couvrir 587 950 enfants, nés en 2003 et qui devraient tous bénéficier de l'accès au préscolaire.

Les premières statistiques ont indiqué que 433 110 élèves se sont inscrits avant la fin de l'année dernière.

Aujourd'hui, ce nombre sera nettement revu à la baisse, dans la mesure où tous ceux qui sont inscrits ne sont pas forcément admis. L'inquiétude est

d'ores et déjà exprimée par des parents d'élèves qui, depuis samedi, font les va-et-vient pour avoir une décision définitive sur l'accès de leurs progénitures en classes préparatoires. Dans les périphéries des grandes agglomérations, le problème ne se pose pas avec autant de pression que dans les centres urbains où la demande dépasse l'offre.

La contrainte majeure reste cette circulaire ministérielle adressée aux établissements les sommant de limiter le nombre des admis dans une seule classe à 25 élèves. Une restriction, toutefois difficile à gérer par les chefs d'établissements qui font face à une forte demande, jusqu'à demander l'ouverture d'une deuxième classe dans certains quartiers populaires.

«Je ne peux pas respecter cette note, car, quand je reçois 30 élèves, je suis obligé de les



La demande dépasse l'offre.

prendre tous et quand le nombre dépasse la quarantaine, je préfère ouvrir une deuxième classe et satisfaire tout le monde», a témoigné un directeur d'établissement, à qui notre identité n'a pas été déclinée.

Les classes libres existent et le surplus des enseignants dans les primaires n'est pas entièrement absorbé par la forte demande du cycle moyen, où 12 000 enseignants du

premier cycle ont rejoint les CEM.

Dans l'école primaire de la cité des 1100 logements à Bab-Ezzouar, l'infrastructure existe. Mais nous avons appris de sources proches de la direction de cet établissement que l'académie a refusé de débloquer un poste budgétaire pour la prise en charge de la classe préparatoire. Les parents d'élèves ne désespèrent pas et comptent

insister auprès de la direction de l'administration, jusqu'à convaincre l'académie de débloquer la situation.

A Kouba, Hussein-Dey, Bachdjarah et Réghaïa, des chefs d'établissements ont ouvert plus d'une classe et attendent toujours l'autorisation de la direction centrale. Cette initiative qui se multiplie de jour en jour a pour objectif d'éviter la frustration enregistrée chez les élèves et

les parents durant les premiers jours de la rentrée scolaire. Il faut préciser toutefois que beaucoup de parents se sont dirigés vers les écoles privées, nombreuses à ouvrir les portes au préscolaire.

Lors de son passage à la radio, le ministre de l'Education nationale a évoqué la question et a tenu à rassurer, en premier lieu, sur la disponibilité de l'encadrement des classes préparatoires.

Des enseignants du primaire ont suivi des formations spécifiques pour répondre à cette demande, dans le cadre de leur redéploiement de l'enseignement primaire au préscolaire. Le ministre a même déclaré que le secteur a consacré une enveloppe de 6 milliards de centimes pour l'équipement des salles préscolaires, par un matériel spécifique, en dehors du manuel également édité pour cette frange d'élèves.

En chiffre, Benbouzid parle d'une couverture de 70% de la demande dans les écoles publiques et de 10% dans le secteur privé. Il fait appel, par ailleurs, à ce dernier pour contribuer à la réussite de la généralisation du préscolaire d'ici deux ans.

R. M.

L'APN TENTE DE SORTIR DE SA LÉTHARGIE

Leçon de choses au Parlement !

Le débat organisé autour du thème de l'expérience algérienne en matière de démocratie n'a pas réussi à tirer les parlementaires de leur léthargie.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Les quelques députés qui ont fait le déplacement ont dû écouter le vice-président de l'APN dissenter sur le «chemin» parcouru par l'institution législative. Messaoud Chihoub a en quelque sorte fait un mea-culpa, expliquant que si le Parlement n'arrive pas à exercer pleinement ses prérogatives, c'est parce qu'entre ce que les textes prévoient et la réalité, il y a un fossé.

Pour M. Chihoub, la théorie est évidemment le reflet d'une perfection difficile à mettre en œuvre. C'est à son avis valable pour les mécanismes qu'octroie la loi pour garder un œil sur le travail accompli par le gouvernement. Les questions orales, les commissions d'enquêtes,

la déclaration de politique générale ne servent selon l'orateur à rien puisqu'aucune suite n'est donnée aux suggestions des députés.

Ces derniers, même non convaincus par la réponse d'un ministre, doivent s'en contenter alors que sous d'autres cieux, des députés peuvent destituer un ministre. Au chapitre des griefs, l'orateur explique que les députés éprouvent des difficultés à accomplir leurs missions.

Les permanences qu'ils ouvrent, dit-il, ne servent à rien du tout puisqu'en 2001, le Conseil constitutionnel avait rendu un avis selon lequel la députation est nationale et ne peut ouvrir droit à des interventions au niveau local.

Une situation que les parlementaires dénoncent, la qualifiant de grave dérive ayant privé les parlementaires d'être à l'écoute des préoccupations de ceux qui les ont conduits au boulevard Zighout-Youcef. A peine son intervention termi-

née, un député, qui ne partageait pas tout à fait l'analyse du vice-président de l'APN, a pris la parole pour souligner qu'il ne suffit pas de décréter la séparation des pouvoirs pour dire qu'un pays est démocrate. Visiblement mécontent de la disposition qui interdit au député d'avoir des prérogatives au niveau local, il a fustigé le Conseil constitutionnel, expliquant qu'il n'est pas acceptable qu'un député puisse interroger un ministre et n'ait pas la capacité de demander des comptes à un élu local.

Pire, dira-t-il, des élus locaux font régulièrement des comptes-rendus au ministère de l'Intérieur qui disposerait, selon ses dires, d'une cellule spécialement dédiée aux mouvements des députés.

Une déclaration qui a soulevé un tollé chez les députés qui ont fait le déplacement à l'APN qui a choisi la Journée mondiale de la démocratie pour ce «débat».

N. I.



Les députés «peinent» à accomplir leur mission.